

International

COLOMBIE : PAZ PA'YA (LA PAIX MAINTENANT) !

Jean-Jacques Kourliandsky

13/10/2016

L'accord de paix historique signé le 26 septembre 2016 entre les autorités colombiennes et les FARC a été, à la surprise générale, rejeté par voie référendaire le 2 octobre. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation Jean-Jaurès, rappelle la dimension historique de l'accord et analyse les conséquences politiques de la victoire du non.

La paix dont il s'agit là est celle signée le 26 septembre 2016 à Carthagène, en Colombie, entre les autorités et la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Une paix couronnée du Nobel attribué le 6 octobre au seul président Juan Manuel Santos. Une paix, qui à la surprise générale, a été rejetée le 2 octobre par une petite majorité de Colombiens consultés par voie référendaire.

Le compromis avait pourtant été paraphé le 26 septembre par le chef de l'Etat, Juan Manuel Santos, et celui de la guérilla des FARC, Rodrigo Londoño, tout de blanc vêtus. Il était censé mettre un point final à 52 ans de conflit intérieur. Cette guerre a causé la mort de dizaines de milliers de personnes et le déplacement forcé de centaines de milliers d'autres. Cette paix du Nouveau monde a surpris, prononcée en un lieu inattendu.

La paix maintenant est un mot d'ordre qui trotte depuis longtemps dans bien des têtes. Il a fait la une, puis les pages intérieures de bien des gazettes. Mais la guerre – et notamment le conflit israélien-palestinien – dont il ciblait la fin était l'une des multiples facettes des conflits proche-orientaux. Cent fois sur le métier, négociateurs, messieurs et mesdames « Bons offices », ont tenté d'établir un dialogue entre les combattants d'obédiences diverses. En vain jusqu'ici.

Le 26 septembre 2016, la paix a donc fait irruption en Amérique du sud, en Colombie. Les négociations étaient rendues publiques depuis quatre ans. Mais elles avaient été suivies avec une attention distraite par les grands médias internationaux, c'est-à-dire, selon un usage communément accepté, par ceux des Etats-Unis, puis dans le désordre d'Europe, du Japon et

autres pays occidentaux et assimilés.

L'annonce a soulevé des espoirs dépassant la seule Colombie. Le Secrétaire général de l'ONU et ceux de l'OEA et du Système ibéro-américain ont tenu à assister à l'événement. Les plus hauts responsables de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement, du FMI, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont également fait le déplacement. Tout comme 15 présidents latino-américains, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, celui du Vatican et 27 ministres des Affaires étrangères.

La Colombie a en effet le 26 septembre envoyé un signal de paix ayant valeur universelle. Après cinq décennies d'affrontements, les acteurs jusqu'alors incompatibles du conflit – un gouvernement de centre droit et une guérilla marxiste – ont dialogué et abouti à un compromis mutuellement acceptable. Celui-ci traite en six volets des questions agraires, du problème des stupéfiants, de la justice transitionnelle, de la réintégration civile des combattants, des mesures de confiance et de la vérification de ce qui a été convenu.

Autant de points susceptibles de contestations et d'interprétations croisées et qui, à juste titre, ont pu être critiqués pour leurs lacunes, leurs insuffisances, leurs incertitudes ou pour certains, leur laxisme à l'égard des auteurs de crimes. Toutes choses incontestables mais qui pourtant n'ont pas empêché d'aboutir, toutes choses fondées sur le pari de la paix partagé par les deux parties, autorités gouvernementales et guérilla. Un pari nécessitant une justice transitionnelle, prenant en compte le besoin de ne pas être trop exigeant et empêcher toute issue pacifique.

Certes les pays facilitateurs – Chili, Cuba, Norvège et Venezuela – n'ont pas été inactifs. Le Saint-Siège a accompagné le processus et d'autres pays, l'Allemagne ou les Etats-Unis, ont donné un aval symbolique en désignant des ambassadeurs du suivi. Tout cela a été positif. Les uns et les autres ont pu créer les conditions optimales d'un dialogue. Mais l'essentiel est venu des intéressés qui ont, sans doute sans en avoir connaissance, posé la pierre angulaire de toute négociation, telle que le président François Mitterrand l'avait rappelé en 1982. C'était à propos bien sûr du Proche-Orient : « Je pense que les problèmes du Proche-Orient ne peuvent être réglés que par ceux qui y vivent. Je me méfie des substitutions. (...) C'est pourquoi j'ai approuvé Camp David. Ceux qui se battent ont bien le droit de se réconcilier ». C'est bien cette démarche-là qui a été validée par la signature d'un accord de paix entre Colombiens le 26 septembre 2016 à Carthagène.

Rien bien sûr n'était à cette date définitivement acquis. La confiance pouvait être rompue par les inconditionnels de la guerre, présents dans les deux camps. Le compromis est toujours difficile à admettre, par les victimes de conflits bien sûr, mais aussi comme on le voit aujourd'hui en

Colombie par certains des acteurs traditionnels des querelles électorales passées, comme les anciens présidents Andrés Pastrana et Alvaro Uribe. Le cœur de la dispute est celui de la fin de tout conflit. Comment concilier paix et justice ? Afrique du sud, Argentine, Chili, Espagne, Pérou ou Uruguay, tous les pays ayant vécu des moments nationaux d'affrontements violents ont, comme la Colombie, été contraints d'apporter une réponse. Une réponse jamais satisfaisante.

Les négociateurs avaient souhaité, pour éviter toute ambiguïté et toute bataille ultérieure à même de saper ce qui a été accordé, un aval populaire. C'est la raison pour laquelle les électeurs colombiens avaient été invités à répondre le 2 octobre 2016 à la question suivante : « Etes-vous d'accord avec le compromis final mettant un terme au conflit pour construire une paix stable et durable ? ».

Si le « non » a gagné de très peu, le résultat est malgré tout incontestable. Le « non » a rassemblé 50,8% des suffrages exprimés, en dépit des sondages qui tous laissaient espérer une victoire nette du camp du « oui ». Le 2 octobre, les Colombiens des périphéries, principales victimes du conflit, ont à une très large majorité voté pour le « oui ». Les Colombiens « urbanisés » ont au contraire prêté une oreille attentive aux diatribes guerrières des partisans du non à la paix. Les citoyens, plus nombreux et plus aisés, suivent depuis bien des années la guerre devant leur téléviseur. Consultés par référendum, ils ont réagi en fonction de leur sympathie ou de leur hostilité à l'égard des deux chefs opposés.

Juan Manuel Santos, l'actuel président, et Alvaro Uribe, le précédent, ont porté les couleurs des camps opposés. Les arguments désordonnés et émotionnels des amis de la paix n'ont pas convaincu. Il est vrai que le camp du « oui » était démobilisé par les sondages. La pluie torrentielle a également démobilisé les électeurs de la côte caraïbe, majoritairement favorables à la signature des accords. Partagés en groupes et partis politiques non coordonnés, les partisans du « oui » étaient peu mobilisés par un enjeu avant tout éthique, sans retombées matérielles. Les uns et les autres n'avaient en effet rien à gagner dans l'immédiat, ni siège de député, ni retombées attachées au soutien à un candidat présidentiel, et ils se sont heurtés au réalisme fiscal et au conservatisme moral des opposants. « Qui va payer la paix ? », a demandé Uribe, ou encore « Comment accepter que les Colombiens en période de vaches maigres payent des terroristes ayant du sang sur les mains ? Comment accepter un accord qui sape les valeurs fondamentales de la famille, puisqu'il évoque les droits des minorités sexuelles ? ». Cet accord négocié à la Havane est de nature « castro-communiste » ou « chavo-terroriste », a-t-il dit d'un meeting à l'autre. Applaudi par les Eglises de toutes obédiences et soutenu par la révolte fiscale des classes moyennes, il a ainsi gagné un pari qui paraissait pourtant perdu d'avance.

Sonnés par le résultat, partisans du « oui » et du « non » se sont, de façon unanime et non concertée, déclarés dimanche 2 octobre dans la soirée amis de la paix. Il ne faut pas oublier, a rappelé le président colombien, que l'objectif premier de la démarche est de rendre la paix aux Colombiens : « C'est toujours mon ambition. Je maintiens le cessez-le-feu. J'ouvre la porte aux uns et autres pour chercher ensemble une issue de secours ». Alvaro Uribe, satisfait d'être revenu dans le jeu politique par la grande porte, a fait d'étonnantes déclarations, signalant la nécessité d'amnistier les combattants des FARC non coupables de crimes et d'assurer leur sécurité. Il manifestait donc son souhait de participer à la construction d'un pacte de paix national. « Timochenko », le chef des FARC, a lui aussi rappelé que l'engagement de la guérilla en faveur de la paix et de ce qui a été signé était maintenu et a lui aussi maintenu le cessez-le-feu, tout en suspendant la démobilisation des combattants.

Reste maintenant à sauver un processus à bien des égards exemplaire. Cette « paix maintenant » suppose, pour réussir, d'établir un consensus majoritaire des Colombiens. Expliquer, ce qui sans doute n'a pas été suffisamment fait, le contenu des accords signés, en y associant ceux qui doutent ou ont voté contre parce qu'ils ont été oubliés pour des raisons de politique intérieure. Pour confirmer l'essai manqué de peu, l'accompagnement international, politique, moral et matériel le plus large possible peut être décisif. C'est sans doute le sens de l'attribution du Prix Nobel à Juan Manuel Santos.